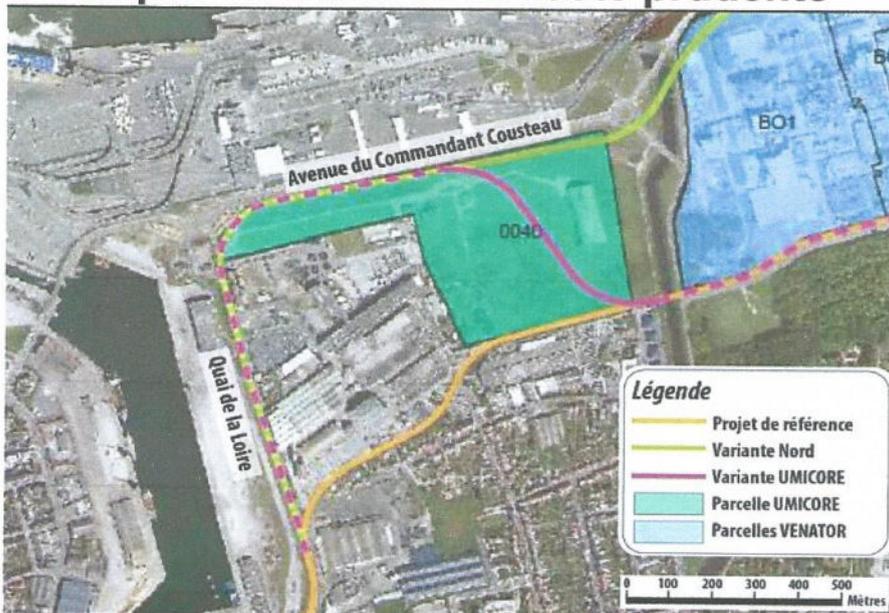


Voie mère : l'association des riverains salue un pas en avant mais reste prudente



Le trajet par le nord est celui favorisé par les riverains et par la SEPD, pour lequel l'acquisition du terrain d'Umicore est une étape indispensable.

Umicore a accepté de vendre son terrain quai de la Loire à la Région et les négociations vont reprendre. Si cette étape était bien nécessaire pour les trajets alternatifs à la voie mère, les riverains regroupés en association restent prudents et attendent les résultats de l'étude commandée par la SNCF.

L'annonce de la reprise des négociations entre la Région Hauts-de-France pour racheter le terrain d'Umicore a fait plaisir à plus d'un à Calais. Au premier rang de ceux-là se trouvent les riverains de la voie mère : pour eux et les trajets alternatifs qu'ils proposent, le rachat de ce terrain. « *C'est un pas en avant important* », affirme d'entrée Jean-Pierre Gouverneur, secrétaire de l'association des riverains de la voie mère. Avant de tempérer dans la seconde qui suit : « *Mais ce n'est pas encore fait. Il y a encore la question de la dépollution du terrain, et de qui la paiera.* » Ce qui est au cœur des négociations entre la Région et l'entreprise belge.

L'association défend un trajet alternatif au ferroutage qui longerait l'avenue du commandant Cousteau, même si ce serait le plus cher : « *Il faudrait construire un pont pour passer par-dessus le canal, et il avait été chiffré à 80 millions environ. L'autre, qui passe par le terrain d'Umicore, était chiffré à 70 millions environ.* » Des chiffres qui laissent Jean-Pierre gouverneur sceptique, au vu des économies qui seraient réalisées si les mesures anti-bruit envisagées pour le trajet actuel des trains n'étaient pas faites. « *Il n'y aurait pas besoin de racheter de terrain, pas besoin de construire les murs anti-bruit...* » Une étude de la SNCF est en cours, mais elle pourrait bien prendre encore un moment.

Côté SNCF, on se dit également satisfait de la reprise des négociations pour le rachat du terrain Umicore par la Région. « *C'est une bonne nouvelle pour le projet. Nous sommes ouverts à tous les tracés.* », a affirmé Frédéric Leconte, représentant de la maîtrise d'ouvrage pour SNCF Réseaux Hauts-de-France. Actuellement, l'étude lancée pour chiffrer les différents tracés est en cours. « *Nous avons déjà fait beaucoup d'acquisitions de données, notamment sur le terrain d'Umicore, sur lequel nous étions la semaine dernière.* »

UNE RÉUNION PUBLIQUE EN SEPTEMBRE

Cette phase, démarrée depuis le début de l'année, devrait donc bientôt se terminer et laisser la place à la seconde phase. « *Le bureau va pouvoir commencer à travailler sur la partie technique, qui va durer un moment. L'objectif est d'avoir une présentation des différents tracés avec le plus de critères possible.* » L'étude devrait durer encore douze mois environ, et devrait permettre d'estimer le coût des différents trajets (celui existant et les deux alternatives possibles) depuis l'angle entre le quai de la Loire et la rue Duguay-Trouin.

L'argent sera-t-il le facteur numéro un pour choisir tel ou tel tracé ? Frédéric Leconte reste prudent : « *Côté SNCF réseaux, mon ressenti est que le coût sera important, mais pas seulement* ». Le financement de la première phase de travaux, celle qui concerne la voie entre le centre technique des Fontinettes et le quai de la Loire est actuellement en discussion. Celle-ci doit avoir lieu quel que soit le résultat de l'étude, et comprend notamment des travaux visant à réduire les nuisances sonores pour les riverains. Une nouvelle réunion publique sur le sujet devrait avoir lieu vers mi-septembre prochain à Calais, mois où devrait avoir également lieu l'enquête publique.